

Sous-munitions, des armes toujours utilisées...

[les derniers articles](#) | [imprimer](#) | [envoyer a un ami](#)

Le 4 avril, symbolisait la journée mondiale de lutte contre les mines et les restes explosifs de guerres. L'objectif était de sensibiliser les Etats à la ratification de la Convention sur les BASM ; mais bon si déjà certains d'entre eux pouvaient ne plus utiliser ce type d'armement, la victoire serait déjà grande...

Cambodge – Thaïlande : Pendant que les médias et les Chefs d'Etats occidentaux ont les yeux braqués sur les Etats d'Afrique du Nord, voilà que ces deux pays d'Asie du Sud-est se disputent une zone frontalière (encore une fois, car cela dure depuis 1953), depuis le mois de février 2011. Cette zone (de quelques kilomètres) comprend principalement le temple de Preah Vihear. Les échanges d'obus et autres tirs ont provoqué la mort de soldats cambodgiens et de civils.

Enquête de la société civile : Voilà tout l'intérêt de disposer d'organisations non gouvernementales disposant d'un fort potentiel de réactions et d'actions. Selon deux enquêtes indépendantes, la **Cluster Munition coalition** (CMC) révèle que suite aux attaques perpétrées par les forces thaïlandaises sur le territoire cambodgien, des systèmes d'armes utilisant des sous-munitions furent employés. C'est ainsi, la première fois que des BASM sont utilisées depuis l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes à sous-munitions en 2008. L'utilisateur (Thaïlande), par la voix de son représentant aux Nations Unies, pourtant connu pour sa lutte contre les mines antipersonnel, a reconnu avoir tiré « *dans un objectif d'auto-défense, selon des principes de proportionnalité* » des obus d'artilleries contenant 56 sous-munitions de types M42/M46 ou **M85** (copie de BASM américaines) près des villages de Sen Chey et de Svay Chrum.

Le Cambodge comme la Thaïlande, sont des signataires du Traité d'Ottawa. Ils ont participé au Processus d'Oslo qui a donné naissance à la Convention, mais aucun des deux pays n'en est à ce jour signataire.

Norvège : Toujours sur le devant de la brèche, la Norvège a depuis longtemps ratifié la Convention sur les BASM. Histoire de montrer sa volonté de lutter contre ces armes, le fonds de pension public norvégien - l'Etat donc - qui est un des premiers investisseurs des bourses européennes, a multiplié les décisions d'arrêter d'investir (comme dans par exemple dans les sociétés EADS et Safran, Boieng) dans certaines entreprises produisant des armes ou des composants de systèmes d'armes à sous-munitions. Ce fut ainsi le cas en 2008 de l'américain L-3 Communications Holdings. Mais celui-ci vient d'être réintégré, pour bonne conduite, puisque cette entreprise a décidé de stopper toute

production relative à ces armes. Comme quoi, il existe de vrais moyens de pression, il suffit de taper dans le portefeuille !

Autre actualité de ce pays sur cette thématique, la signature, ce 6 avril, d'un plan d'action pour le déminage de 3 localités serbes (Bujanovac, Presevo and Kursumlija.) entre les représentants de l'ONG norvégienne [The Norwegian People's Aid](#) et des officiels de cet Etat. Le coût de ce déminage sera de 3.4 millions d'euros sur une durée de trois ans. Et oui, l'OTAN (Etats-Unis, hollande et le Royaume-Uni) avaient allègrement arrosé des zones de la Serbie avec des BASM ; une arme alors « quasi-inconnue »....

Cet article a été posté le Jeudi 7 avril 2011 dans la catégorie [Mines-BASM](#). Vous pouvez envoyer un commentaire en utilisant le formulaire ci-dessous.
